

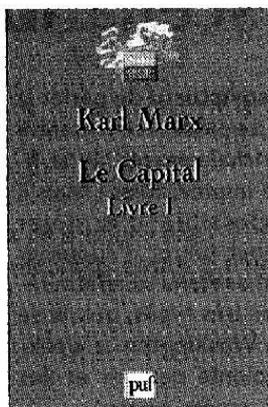
Vous avez écrit, chacun, une biographie récente consacrée à deux des plus grands penseurs du capitalisme. Vous, Alain Minc, aviez choisi John Maynard Keynes et vous, Jacques Attali, vous êtes intéressé à Karl Marx. Alors lequel des deux, selon vous, faut-il relire en priorité pour comprendre la crise ?

JACQUES ATTALI. Les deux lectures ne sont pas contradictoires. Marx propose des analyses. Keynes des solutions. Ce qui est frappant chez Marx, c'est qu'il est incroyablement juste en ce qui concerne la crise actuelle. Bien sûr, il n'avait pas vu venir la montée du capitalisme financier, même s'il l'avait pressentie. Mais il a compris le premier que le capitalisme était une affaire mondiale. Et l'une de ses rares actions a donc été la création d'une Internationale. Ce que je pense de la situation actuelle ressemble à ce que Marx en aurait dit. C'est une crise de surproduction, ou plus précisément d'insuffisance de la demande. Les gens ont-ils vécu au-dessus de leurs moyens ? Non, on ne leur a pas donné les moyens de vivre, pour maintenir à flot la rentabilité du capital. Henry Ford avait augmenté les salaires. Keynes préconisait la relance de la demande publique. Nous, nous avons trouvé la dette, dont on savait pourtant qu'elle serait impossible à rembourser. Alors on l'a masquée en pratiquant des taux d'intérêt bas, on s'en est débarrassé en la titrisant pour la transférer à d'autres. Je dirais que nous sommes en train de vivre la première grande crise planétaire marxienne.

Dès 2010, la Bourse va de nouveau s'envoler. On va voir un lâche soulagement. On fera mine d'avoir tout oublié de ce qui s'est passé. Et l'apparition d'oligopoles privés dans la banque va faire naître à nouveau un fort désir de dérégulation.

Alain Minc

ALAIN MINC. Dans cette crise, Keynes aurait été comme un poisson dans l'eau. J'imagine le Trésor britannique le convoquant, je le vois assis sur un bureau en bois parmi les décideurs du royaume, donnant son avis sur la meilleure façon de sauver le système financier. Keynes a toujours été un chaud partisan de l'intervention massive des États quand la situation tanguait. Il y était en revanche opposé dans les situations calmes. J'ajoute qu'il n'a pas seulement été le promoteur de la relance bud-



Les ouvrages phares de Karl Marx (1818-1883) et de John Maynard Keynes (1883-1946).

gétaire. Auparavant, il avait milité pour la relance par la monnaie. Mais, comme le dit Jacques, Marx a été le seul à mêler profondément l'économique et le social. Keynes, lui, était le roi de la plomberie économique.

Alain Minc, partagez-vous le diagnostic d'une crise « marxienne » posé par Jacques Attali ?

A. M. Ce dont je suis sûr, c'est que notre génération vit sa première grande crise bancaire. Jacques a raison de dire que tout a commencé avec l'endettement. Ce que nous ne savions pas, et que nous avons découvert au cours de cette crise, c'est qu'il existe un fil juridique qui ramène dans le bilan des banques cette monstrueuse dette titrisée. Au fond, si la perte avait été subie par les épargnants et non par les banques, la crise n'aurait pas eu cette ampleur.

J. A. En fait, tout a commencé il y a trente ans, en 1977, quand on a voulu faire financer par les banques le logement social aux États-Unis. Moi, je n'exclus pas que tout cela ait des conséquences plus graves encore. Un seul chiffre, pour bien nous faire comprendre : en dix ans, le poids de la dette des ménages américains a bondi de moitié, passant de 66 % à 100 % du PIB.

Comment résorber une telle dette ?

A. M. Historiquement, il existe trois façons de faire. L'inflation, l'annulation ou la guerre. Sur l'inflation, j'ai des doutes. Aujourd'hui, on a créé de la monnaie pour soutenir les banques, mais quand celles-ci pourront récupérer leurs créances un bon prix, il est possible qu'il y ait contraction de la masse monétaire. Et si la mondialisation n'est pas remise en cause, elle continuera

d'agir comme un formidable couvercle pesant sur les prix. Ensuite, la crise va faire remonter le chômage, étouffant les revendications salariales, donc l'inflation. Comme je ne crois pas à la guerre, je pense qu'on va trouver un moyen de tricher : le moratoire des dettes. L'administration Obama va s'engager dans cette voie, comme l'avait fait Roosevelt en son temps. **J. A.** L'inflation est déjà dans les tuyaux. C'est une bonne façon de réduire la dette. C'est aussi la victoire des jeunes – souvent endettés – sur les vieux – souvent prêteurs. Mais il ne faut pas trop compter sur elle. Tout ce qu'on met en place aujourd'hui, c'est plutôt une façon de renvoyer aux générations suivantes nos turpitudes. Marx aurait sans doute dit que toutes les solutions tentées en ce moment assurent le triomphe du capitalisme financier. Il n'a jamais été question de rembourser un sou. Voyez les bonus des financiers aux États-Unis qui devraient être supérieurs cette année à ceux de l'an dernier. Autrement dit, avec les plans de sauvetage, on a socialisé les pertes mais on a maintenu les bonus. Ce qui nous ramène à une interrogation marxienne : ces formes d'injustice vont-elles générer des luttes sociales qui vont empêcher qu'elles se déroulent ?

A. M. En termes marxistes, il y a une lutte entre la finance et le reste de la société. Je n'ai jamais vu monter une telle colère des débiteurs. Mais pour que cette situation débouche sur un affrontement, il faudrait que la population prenne conscience dans sa globalité que le partage de la richesse s'est effectué à son détriment. Or nous ne sommes pas dans ce cas de figure. Aujourd'hui, tout le monde est à la fois salarié, consommateur, épargnant – sauf dans les couches les moins favorisées de la population. Il serait pourtant périlleux de croire que cette société sans classes est une société sans révolte. Nous risquons d'être confrontés à des révoltes individuelles, inattendues voire violentes.

J. A. Vous n'avez pas tort. Marx avait tout annoncé, mais il s'est trompé sur un point. La classe moyenne n'a pas pris conscience de son exploitation. Elle est totalement dépourvue du sentiment de sa toute-puissance. C'est encore plus frappant à l'échelon international, où l'action sociale est inexistante. Il est pourtant incontestable que le partage salaires-profits lui est devenu beaucoup moins favorable dans les pays développés, même si la situation est un peu différente en France. Marx l'aurait sans doute expliqué par un autre concept, l'aliénation. Je sens monter non une révolte collective, mais une vraie révolte individualiste.

Des révoltes contre qui ?

A. M. La cible désignée, c'est les banquiers. Ce qui me frappe dans cette crise, c'est l'extrême aveuglement de la sphère financière, qui ressemble, lui, à un aveuglement